

en présence de son Evêque. Il s'examina du mieux qu'il put et vit avec satisfaction le noir irréprochable de ses souliers et la blancheur à peu près intacte de son mouchoir de poche. Rassuré sur ces deux points importants, l'abbé Gustin augura bien du reste et trouva, dans ce satisfaisant examen, assez d'assurance pour monter sans hésitation l'escalier du palais épiscopal. Mais à l'entrée de l'antichambre, tout son calme l'abandonna en présence des nombreux visiteurs qui attendaient leur audience. Il courut éperdu derrière le valet de chambre qui l'avait introduit, mêlant à l'assurance de son respectueux dévouement pour Monseigneur, la demande timide qu'on lui permit d'attendre ailleurs qu'au milieu de tout ce monde.

Mais en ce moment l'évêque lui-même parut dans le cadre d'une porte de sortie, reconduisant un visiteur. En apercevant l'abbé Gustin, il sourit et le prit par le bras en le tirant après lui troublé et balbutiant; il l'introduisit dans son cabinet et, se retour-

nant avec grâce et noblesse, il l'embrassa sur les deux joues, comme une mère aurait fait à son enfant.

—Monsieur le curé, dit l'évêque, vous avez ici des enfants turbulents et indisciplinés qui menacent M. le Préfet, pour lequel ils n'ont pas une tendresse filiale, de faire du tapage et de casser les vitres, ce qui ne ferait de bien à personne; je vous ai appelé, espérant que vous calmeriez vos amis comme vous l'avez déjà fait l'hiver dernier.

—Monseigneur, s'écria l'abbé Gustin ému encore du baiser de l'évêque, je réponds de mes enfants comme de moi-même! ce sont des cœurs d'or, on n'a qu'à leur parler en les aimant et tout est dit. Ils comprendront cela, ajouta l'abbé Gustin, comme si ces deux mots contenaient tous les discours faits et à faire.

—Voici, ajouta l'évêque, un peu d'argent, monsieur le curé, car ils souffrent et ont besoin de secours: que Dieu vous aide!

(à suivre)

JEAN LANDER



LA PAIX JUSTE ET DURABLE



CEUX qui ont cru à la parfaite sincérité et à la pureté des motifs du gouvernement allemand lorsque, le 6 octobre, i's ont lu l'appel du chancelier impérial, le prince Maximilien de Bade, au président Wilson en faveur d'un armistice "immédiat" et de la paix à négocier le plus tôt possible, ont été vraiment trop pressés. Il s'agissait, pour les chefs de l'empire allemand, de sauver leurs armées d'une défaite menaçante et leur territoire d'une invasion cent fois méritée, et, pour le Kaiser, en particulier, d'assurer son trône contre les tempêtes probables de la colère populaire en cas de défaite écrasante. Leur offre de paix n'était rien autre chose qu'une ruse de guerre. Les armées allemandes en retraite auraient profité d'un armistice pour gagner des positions plus solides, où elles se seraient réorganisées pendant les négociations qui s'en seraient suivies; et le jour où les chefs allemands auraient vu leurs troupes reprendre leur équilibre et une force nouvelle, ils se seraient empressés de rompre les négociations; et la bataille aurait recommencé avec de nouveaux avantages du côté des ennemis. L'Allemagne ne peut s'en prendre qu'à sa malhonnêteté et à son manque de foi passés si sa parole n'est plus, aujourd'hui, qu'un vain mot pour la plupart des nations civilisées. C'est le commencement du châtimement.

Aussi, dès l'apparition de la note "pacifique" allemande, la presse américaine et la presse des Alliés ont été unanimes à protester contre tout armistice qui n'aurait pas comme condition *sine qua non* la capitulation de toutes les armées des Puissances centrales sans conditions. C'était la seule réponse qui con-

venait à la proposition allemande, en bonne justice. Aussi, les pourparlers entre Wilson et l'Allemagne n'ont pas traîné en longueur; et le 14 octobre, le président des Etats-Unis, dans une note sévère, mais juste, adressée au gouvernement allemand par l'intermédiaire du chargé d'affaires de Suisse à Washington, remettait toutes choses au point en déclarant à l'Allemagne que "l'opération d'évacuation et les conditions d'un armistice doivent être laissées au jugement et à l'avis des aviseurs militaires du Gouvernement des Etats-Unis et des Gouvernements Alliés" et "qu'aucun arrangement qui ne pourvoit pas au maintien de la suprématie actuelle des armées des Etats-Unis et des Alliés sur le champ de bataille, par des sauvegardes et des garanties absolument satisfaisantes, ne peut être accepté par le Gouvernement des Etats-Unis."

Quant à la proposition d'un armistice, déclarait M. Wilson, ni le gouvernement américain ni les gouvernements alliés ne peuvent la considérer comme possible "tant que les forces armées de l'Allemagne continueront les pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles elles persistent". Et c'est ici que le ton sévèrement juste du président des Etats-Unis devient comme le cri de la conscience humaine: "A l'heure même où le Gouvernement Allemand, écrit M. Wilson, approche le Gouvernement des Etats-Unis avec des propositions de paix, ses sous-marins sont occupés à couler des paquebots en pleine mer, et non seulement les paquebots, mais les chaloupes de sauvetage elles-mêmes dans lesquelles passagers et équipages cherchent à se mettre en sûreté; et dans